LEFTCOM.ORG/FR

L'Internationale

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

FEUILLE D'INTERVENTION DU GROUPE INTERNATIONALISTE OUVRIER — SEPTEMBRE 2016

Le combat pour le salaire minimum à 15$ au Québec



Venue de la lutte des travailleurs de fast-food des États-Unis, la lutte pour le salaire minimum à 15$ amène certains dévelop- pements positifs dans la lutte des classes au Québec et aux États-Unis. Tout d'abord, il s'agit de la première fois qu'une revendication offensive est appuyée par des grèves de longues durées, principalement par des employés dans des résidences privées pour personnes âgées et par les employés du vieux port de Montréal, regroupant ainsi plusieurs centaines de travailleurs et de travailleuses de différents secteurs. Ce sont les premières grèves du secteur privé à mettre de l'avant une revendication qui n'est pas que locale ou corporatiste depuis plusieurs années. En plus, cette revendication permet un certain sentiment d'identification avec des travailleurs et des travailleuses de l'autre côté de la frontière, unifiant (malheureusement que symboliquement) des prolétaires de langues et d'origines différentes par une revendication commune.

Tout d'abord, le contrôle syndical de la lutte est un obstacle important. Les chefs syndicaux proposant déjà à des travailleurs et des travailleuses qui voient l'inflation ronger leur qualité de vie de mettre de l'eau dans leur vin. Quand la FTQ, centrale syndicale à laquelle appartienne l'ensemble des syndicats en grève pour cette revendication, est allée parler aux medias pour «défendre» la dite revendication, voilà ce qu'elle proposait : «*Nous sommes conscients qu'il faut procéder de manière graduelle pour que les entreprises aient le temps nécessaire pour s'adapter. C'est pourquoi nous proposons d'étendre la hausse sur une période de 5 ou 6 ans. À titre d'exemple, une hausse de 0,70 $ par année à partir de 2017 permettrait d'atteindre un salaire minimum de 14,95 $ en 2022*» .Déjà que le 15 dollars de l'heure est en-dessous de l'augmentation du coût de la vie, là on nous parle d'arriver dans 5 ans à 5 cennes près de la revendication. En plus, la FTQ maintient les travailleurs et les travailleuses en grèves isolées les unes des autres. On négociera quand même lieu de travail par lieu de travail, les assemblés de grèves seront toutes séparées, et tout se fera dans le cadre d'une négociation de convention collective plutôt qu'au sein d'un mouvement tourné contre l'état, et donc contre l'ensemble de la classe bourgeoise. La raison de ce refus de l'affrontement de masse est claire. Un mouvement qui prendrait cette forme serait férocement politique. Il remettrait en cause bien plus que le petit pouvoir d'achat de ceux et celles qui se cassent le cul au salaire minimum. Il remettrait ultimement aussi en cause tout l'appareil d'État bourgeois lorsque celui-ci tentera inévitablement de mâter la lutte à l'aide de ses chiens de garde. La FTQ, et tous les syndicats d'ailleurs, sont trop intégrés à cet appareil pour risquer sa mise en danger.

Le refus de faire de ces grèves des moments de confrontations politiques avec l'État isole les grévistes, aussi, du reste de la classe ouvrière. Des centaines de milliers de prolétaires, syndiqués ou non, pourraient voir, dans une confrontation directe avec l'État et les capitalistes sur la question du salaire minimum, une invitation à lutter pour leurs propres conditions et, peut-être, à se mettre en grève eux-mêmes. Cette situation serait toute aussi inacceptable pour les patrons que pour les syndicats, voyant des luttes apparaitre à l'extérieur du cadre bien défini du code du travail et de la légalité bourgeoise, et donc du contrôle des appareils syndicaux.

Une autre limite de ce combat est dans la revendication elle-même ou, plutôt, dans une certaine illusion qui se maintient autour d'elle. Le capitalisme se porte mal : depuis l'éclatement de la bulle financière en 2008 (qui n'est que le dernier malaise en date d'un capitalisme en crise depuis les années soixante-dix), les attaques sur les conditions de vie des travailleurs et des travailleuses sont une des seules manières pour les capitalistes de maintenir leurs profits assez hauts pour que le capital s'accumule à un taux acceptable selon eux. Toute victoire que nous remportons sera bien temporaire et bien partielle : nos bosses trouveront une manière de nous faire payer cette victoire tôt ou tard. La seule vraie victoire, c'est notre victoire totale. Chaque escarmouche, chaque grève, doit devenir un terrain d'entrainement, une école de la lutte des classes pour les travailleurs et les travailleuses qui y sont impliqués. Cette victoire ultime de notre classe, le prolétariat, passe par la conquête du pouvoir politique de la classe ouvrière (qui ne consiste pas à élire assez de députés «rouges» au parlement, mais à briser l'État bourgeois) et par l'abolition des relations sociales capitalistes.

Maximilien,
Groupe internationaliste ouvrier



États-Unis : La lutte des prisons devient nationale

Cet article a été écrit par un camarade du Wisconsin sur la lutte que mènent les prolétaires emprisonnés aux États-Unis. Plus d'un million de prisonniers aux États-Unis, dont la majorité sont noirs ou latinos mis en prison pour des petits crimes, surtout la possession de drogue, sont de plus en plus forcés au travail, payés seulement quelque cennes de l'heure, pour des compagnies privées qui utilisent les prisons comme sous-traitance. Cette pratique a aussi cours au Canada, où aussi, les travailleurs incarcérés ont répondu par la grève et la lutte. La grève générale dont il est question dans le texte a eu lieu le 9 septembre dernier.

Les prisonniers de la « Waupun Correctional Facility » au Wisconsin ont débuté une lutte contre l'abus de la pratique de l'isolement dans les prisons d'État durant la première semaine de juillet 2016. Entre six et douze internés refusent de s'alimenter. Les prisonniers peuvent être placés «au trou» pendant des périodes extensives de temps, certains pendant des périodes de plus d'un an. Les autorités ont réagi en ordonnant de nourrir de force les grévistes de la faim. La réaction de l'État a été particulièrement rapide, alors que dans les dernières années on laissait la grève de la faim durer beaucoup plus longtemps avant de se résoudre à l'alimentation forcée. Il est fort probable que la direction de la prison ne veut pas que le mouvement se propage dans le reste de la population carcéral.

La population des prisons américaines a explosée depuis le début des années soixante-dix, grâce à des mesures de plus en plus punitives. À la fin de 2014, la population carcérale des États-Unis était approximativement de 1, 561,500 dans les prisons fédérales et d'états. L'expansion du système carcéral au États-Unis est le reflet de la destruction de la production industriel américain et la «guerre à la drogue» initiée par l'administration Nixon avec la claire intention d'enfermer un nombre exponentiel d'afro-américain (six fois plus que les blancs), et de contrôler le reste de la classe ouvrière. Les États-Unis emprisonnent en moyenne 716 personnes sur 100 000, comparer à 478 pour l'Europe, en comparaison, le Canada emprisonne 188 par 100,000, le Japon 51 par 100,000. Cette situation est le résultat d'une politique de répression menée par la classe capitaliste pour réduire cette partie du capital qui doit être investie dans la reproduction de la force de travail. Les incarcérations au États-Unis sont un des nombreux produits de la crise historique du capitalisme, de la baisse tendancielle du taux de profit, qui est parfois retardée par moment, mais jamais stoppée ou renversée.



La grève de la faim à Waupun fait partie d'un plus large mouvement surgissant au niveau national dans les prisons. La présente vague de révolte est le résultat d'un mouvement qui fait éruption dans les prisons à travers tout le pays.

Les arrêts de travail dans les prisons de Holman, Stantont et Elmore, en Alabama ont débuté par une grève le premier mai dernier et appellent à une grève nationale des prisonniers le 9 septembre 2016, jour de l'anniversaire de la mutinerie de la prison d'Attica[1]. Le communiqué de presse signé par le Mouvement Alabama libre déclare que «Nous ne demanderons pas seulement la fin de l'esclavage carcéral, nous mettrons fin nous-mêmes à notre condition d'esclave.»

Le meilleur endroit pour attaquer le système carcéral est en ciblant les industries en prison. Ces arrêts de travail ont été organisés par les prisonniers eux-mêmes, grâce à des communications par cellulaires et ont inspiré des manifestations de solidarité à l'extérieur desmurs des pénitenciers. Il est problématique d'appeler à une certaine date pour faire grève en espérant que le mouvement sera suivi. Le 9 septembre[2] c'est relativement loin dans le temps pour une date symbolique d'il y a trois générations. Pour ceux qui ne le savent pas, la mutinerie d'Attica eut lieu le 9 septembre 1971. Les prisonniers se révoltèrent et prirent des otages pour soutenir leurs revendications. Après quatre jours de négociation. Le gouverneur Nelson Rockefeller ordonna à la police de donner l'assaut de la prison; faisant 43 morts, incluant dix employés de la prison.



Les gardiens de prison sont mal payés, surtout dans les prisons privées. Aucune prison n'est dans une région géographique où on peut dire non à un emploi dans une prison. L'âge moyen d'un gardien de prison au début de sa carrière est de dix-neuf ans, le salaire horaire moyen de départ est de neuf dollars. C'est pourquoi les prisonniers peuvent avoir des cellulaires, les gardes sont si mal payés qu'ils doivent faire des affaires louches pour boucler la fin de mois.

Les prisonniers ont un avantage, ils n'ont pas de syndicat pour arrêter leur grève et leur dire de retourner au travail. Ils n'ont pas toute la machine du Parti démocrate pour leur dire de retourner chez eux et d'attendre la prochaine élection. À l'extérieur des prisons, les grèves les plus récentes ont été annulées par les syndicats qui ont rapidement agi pour empêcher la grève, priorisant une négociation avec l'employeur, qui leur permettra d'approuver toutes les concessions et de perpétuer leur existence. Quand les professeurs de Minneapolis se sontjoints avec les infirmières sur leurs lignes de piquetages, les permanents syndicaux les ont séparés et ont appelé les infirmières à arrêter leurs grèves, étouffant exactement le genre de solidarité que la classe bourgeoise craint. Loin d'être fragmentés, les travailleurs et les travailleuses expriment de plus en plus le désir de faire grève et de combattre le recul de leurs conditions de vie. Ce sont les syndicats qui mettent systématiquement le couvercle sur la marmite. Dans les prisons, les syndicats ne peuvent pas s'incruster de manière classique dans la lutte de classe.

Un appel volontariste à la grève est adéquat, et l'habileté à l'organiser dans trois prisons en Alabama est une grande réussite, mais ce n'est pas assez pour réussir au niveau national. Décider d'une date en septembre donne tout le temps à l'État d'organiser une campagne de répression préventive. La coïncidence avec l'anniversaire du soulèvement Attica est de mauvaise augure, spécialement si on considère la répression qui a suivi.

A.S.
Juillet 2016

1. Mutinerie d'une prison dans le centre correctionnel d'Attica dans l'état de New York entre le 9 et le 13 septembre 1971. Elle protestait contre le racisme et les mauvaises conditions de vie qui régnaient dans cette prison. La protestation fut quelques jours après l'exécution extra-judiciaire de George Jackson, un militant de l'organisation marxiste-léniniste du Black Panther Party.

2. Le texte est initialement paru le 7 juillet dernier.

L'Internationale

Publié par: le Groupe internationaliste ouvrier, section nord américaine de la Tendance communiste internationaliste

Site: http://www.leftcom.org/fr
Facebook: Groupe internationaliste ouvrier
Courriel: groupeinternationalisteouvrier@gmail.com